

L'accord Mussolini-Hitler

L'événement capital dans le développement des rapports entre les divers impérialismes c'est l'accord qui vient d'être conclu entre l'Allemagne hitlérienne et le chancelier Schuschnigg concernant « l'indépendance autrichienne ».

D'après cet accord l'Allemagne s'engage à respecter l'intégrité de l'Autriche. Suit l'engagement réciproque de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures du voisin. En revanche l'Autriche se déclare « un Etat allemand » et décide que sa politique internationale sera concertée avec celle de l'Allemagne.

Cet accord est patroné par Mussolini.

L'événement capital est l'accord politique réalisé pour le bon, et tous cas pour toute une période entre l'impérialisme allemand et italien. Mussolini et Hitler se donnent la main.

Pendant trois années les deux Etats fascistes s'opposaient nettement.

Leur opposition risquait même de déclencher un conflit mondial. Le point culminant de cette opposition fut le putsch naziste en juillet 1934, l'assassinat de Dollfuss et la mobilisation italienne qui a suivi cet attentat.

L'impérialisme français tirait profit de cette opposition entre l'Italie et l'Allemagne concernant l'Autriche. C'est cette opposition qui a rendu possible le rapprochement franco-italien réalisé par Laval.

Quels sont les raisons de cet accord Hitler-Schuschnigg qui est en réalité l'accord Hitler-Mussolini ?

Est-ce, comme nous apprend la presse du Front populaire, la politique pro-mussolinienne de Laval ? Est-ce la forme fasciste des deux Etats ? Non ! La politique de Laval que Laval d'ailleurs n'a pas inventé, la France d'avant-guerre essayait aussi par les concessions à l'Italie (la détacher de l'Allemagne), avait sa source dans les intérêts de la France impérialiste, qui exigent les bons rapports avec Mussolini. Si à la place de Laval il y avait à l'époque Blum ou Duros cela ne changerait rien dans l'affaire. La forme fasciste de deux Etats a aussi une importance minime. Nous avons bien vu les Etats démocratiques collaborer aussi bien avec les dictatures féroces. Les raisons de l'accord ce sont les intérêts communs des deux impérialismes. Ce qui unit l'Italie et l'Allemagne est beaucoup plus fort et important que ce qui les divise.

Ce sont deux Etats mécontents, adversaires du statu quo, des Etats intéressés à un nouveau partage du monde, sans colonies, avec un immense réservoir humain. En somme des Etats qui réclament leur place au soleil.

La politique des alliances découle des intérêts de divers impérialismes. Les alliances ont pour conséquence de provoquer des contre-alliances. Elles préparent la guerre.

Pour la première fois depuis la guerre deux blocs s'affrontent nettement. D'un côté l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche, la Hongrie et éventuellement aussi la Pologne, de l'autre la

France, Belgique, Petite Entente, Turquie et aussi l'Union Soviétique. Le danger de guerre s'accroît. La Société des Nations, le bavardage pacifiste ne peuvent plus cacher ce fait brutal.

La raison de cette course vers l'abîme c'est le capitalisme et surtout le stade supérieur de son évolution : l'impérialisme.

Cependant il ne suffit pas de le constater, il faut combattre le capitalisme, en commençant par combattre notre propre bourgeoisie nationale. Souvenons nous qu'une guerre entre la France et l'Allemagne ou l'Italie ne sera pas une guerre entre la démocratie et le fascisme comme nous veulent le faire croire les dirigeants du Front populaire. L'impérialisme français n'attribue aucune importance à la forme fasciste de l'Allemagne ou de l'Italie. Il consentirait très volontiers un accord avec Mussolini ou Hitler si cela correspondait aux intérêts du capital financier français. Dans une guerre pareille de deux côtés ce sont les intérêts également rapaces, impérialistes qui s'opposent.

En faisant l'union avec notre bourgeoisie la fameuse « réconciliation française » nous renforçons les dictatures fascistes en Italie et en Allemagne parce que « la réconciliation française » favorise « la réconciliation allemande et italienne » et aussi nous préparons un régime de dictature militaire prélude d'un fascisme dans notre propre pays.

Il est vrai que dans le bloc « pour la sécurité collective » il y a aussi l'Union Soviétique. Le sort de l'Union Soviétique ne peut pas être indifférent au prolétariat mondial. Malgré sa dégénérescence bureaucratique l'U.R.S.S. reste pour nous l'Etat Ouvrier que nous défendrons. Mais nous n'acceptons pas de le « défendre » en faisant l'alliance avec notre propre bourgeoisie. Nous disons que la politique d'asservissement du prolétariat français à sa bourgeoisie dessert les intérêts non seulement du prolétariat français, et du prolétariat international, mais aussi de l'Union Soviétique.

Defendre l'Union Soviétique ? Oui ! En activant notre lutte contre la bourgeoisie française, en formant des Soviets en France !

C'est à ce travail révolutionnaire que vous appelez le Parti Ouvrier Internationaliste, luttant sous le drapeau de la IV^e Internationale !

Abonnez-vous à Révolution
Organe des J. S. R.
et à **La Lutte Ouvrière**
15 Passage Dubail, PARIS-10^e

LA VIE DE LA IV^e INTERNATIONALE

DANS LES EVENEMENTS SANGLANTS DE SALONIQUE, LES BOLCHEVIKS-LÉNINISTES GRECS AUX PREMIERS RANGS

Athènes, juin 1936. — Aux événements de Salonique, notre section locale, dans son entier, a pris part et tous nos camarades se trouveront à leurs postes et aux premiers rangs. Les meilleurs membres de notre organisation ont été élus par les ouvriers aux comités de grève des ouvriers cordonniers, du textile, du bois, des mécaniciens de l'éclairage, ainsi que dans le Comité Central de la grève et dans les bureaux de ce comité.

medi, nos camarades ont pris part et lancé contre les mots d'ordre. Aux grandes manifestations de Nationalistes et légaux des stalinistes, les mots d'ordre : « Vive le front unique de classe », « Vive le gouvernement ouvrier et paysan », et en tropignant l'organisation de milices ouvrières.

Dans toutes les manifestations de masses nos camarades ont parlé, ainsi devant le journal réactionnaire « Fos », devant le Télégraphe, devant le Café Byzance où les stalinistes enrégimés ont tenté de créer un esprit hostile contre nous en disant aux ouvriers qu'il s'agit de provocateurs.

Dimanche, pendant les funérailles des victimes, notre organisation a déposé une couronne. Un de nos camarades a parlé devant la Place d'Armes. Le soir, au meeting de Tomba, un de nos camarades a parlé soulevant un grand enthousiasme parmi les ouvriers en les appelant à réaliser le véritable front unique de classe contre la classe bourgeoise et ses partis et à suivre l'exemple des ouvriers russes en 1917 qui ont balayé par la Révolution et non par la collaboration des classes le régime des exploités et des bourreaux.

★ ★ ★
VITE DE NOS CAMARADES AUTRICHIENS

Depuis l'automne 1935 existe en Autriche l'organisation des « Communistes révolutionnaires », qui se réclame de la IV^e Internationale, dont font partie les camarades bolcheviks-léninistes autrichiens. La plupart de ses membres sont d'anciens membres des Jeunesses ou du parti communiste et du Schutzbund. En mars 1936 la J. C. du 5^e arrondissement de Vienne s'étant placée sur nos positions a été exclue. Dans la plupart des groupes de J. C. de Vienne les Communistes révolutionnaires ont des camarades. L'organisation discute actuellement la « Lettre ouverte pour la IV^e Internationale » et va l'adopter dans un bref délai.

Ils publient illégalement un organe : *Le Bolchevik*, et des brochures. Ils ont publié entre autre la préface de « Défense de l'Errorisme » sur la situation en France. Le tirage de ces publications monte au fur et à mesure que se développe la situation en France.

Les Communistes Révolutionnaires se donnent pour tâche principale la formation de cadres bolcheviks sérieux. Ils ont tenu illégalement la Pentecôte une semaine d'études sur la situation en Autriche d'une part sur la théorie de la Révolution Permanente, d'autre part, Ils organisent journalièrement des discussions avec des groupes des J. C. du P. C., du Schutzbund, en particulier sur la situation en France, et le rôle du P. C. français. Sur cette base l'influence

des Communistes Révolutionnaires se développe : deux rayons de J. C. les plus importantes de province viennent d'entrer en liaison avec eux.

La presse bourgeoise autrichienne s'occupe beaucoup de la IV^e Internationale et on en discute un peu partout. Aussi la répression s'abat-elle durement. Deux camarades arrêtés pour colportage illégal vont passer en jugement : la peine ordinaire varie de 2 à 10 ans de prison. En Styrie et en Carinthie le minimum est de 5 ans.

A la répression bourgeoise vient s'ajouter la répression stalinienne. Le C. G. des Jeunesses Communistes a menacé de réprimer physiquement l'activité des camarades responsables. Dans les discussions ils répandent les noms véritables de nos camarades, et menacent de les publier dans leur presse. Nos camarades se sont adressés aux camarades de toutes tendances travaillant illégalement et ils ont demandé à toutes les organisations ouvrières de se prononcer.

Sous le drapeau de la IV^e Internationale Vienne la Rouge vit à nouveau.

M. Doriot vend la mèche!

Dans son organe stipendié, M. Doriot feint de s'intéresser aux ouvriers. Ça et là quelques rédacteurs, s'adressent sur un ton de démagogie dégoûtante aux ouvriers communistes, pour railler les trahisons des chefs stalinistes. L'un d'eux même les traite « d'assassins d'ouvriers ».

Mais ce ne sont là que quelques épices démagogiques pour faire passer le poison fasciste. Ça ne va pas plus loin.

En laquais docile, M. Doriot s'empresse d'ajouter : « Et c'est une chance inespérée pour notre pays, au cours des dernières grèves que les lions aient été conduits par des ânes communistes ».

Ainsi la triste canaille, protagoniste de « la révolution nationale », d'une part reproche au stalinien de ne pas vouloir la révolution, d'autre part il leur reproche de la vouloir. Mais en fait il s'écrie (le cri du cœur !) : « Heureusement qu'ils ne l'ont pas faite ! Moi, je suis aux ordres de De Wandel pour la contre-révolution ».

Les ouvriers communistes, dégoûtés par les palinodies, et les trahisons de leurs chefs, ne se laisseront pas tenter par la solution du désespoir fasciste. Les ficelles de M. Doriot sont trop grosses. Encore plus grosses que celles de Mussolini et d'Hitler !

Les ouvriers communistes réaliseront avec nous le front unique pour chasser la presse doriotiste fasciste et ses nerfs !

Ils comprendront que la seule voie pour instaurer les Soviets en France, est de rompre avec la politique de la III^e Internationale, et de rallier le drapeau de la IV^e Internationale.

Chez les Jeunes Les J.S.R. à la tête de la lutte contre les deux ans

Dans les osernes des milliers de jeunes travailleurs sous l'uniforme voient arriver le moment où ils auront fini leur année de service et rien ne leur annonce que cela signifiera pour eux la libération ; au contraire, eux qui avaient manifesté tant d'espoir au lendemain de la victoire électorale commencent à comprendre qu'il se pourrait fort bien qu'ils fassent deux ans.

Quant à ceux qui vont partir, ils sont tout à fait renseignés. Non seulement le gouvernement Blum-Daladier n'est guère disposé à supprimer les deux ans, mais la Jeunesse Communiste ne souffle plus mot, si non pour dire « qu'après tout, deux ans, ça n'est pas si long que cela » ; l'organisation nationale des Jeunesses Socialistes, elle, serait bien embarrassée de prendre position contre les deux ans.

Il était donc du devoir de notre J. S. R. de prendre la tête d'une action efficace contre les deux ans. C'est pourquoi nous nous sommes adressés à toutes les organisations prolétariennes de la Jeunesse. Le lundi 6 juillet a eu lieu une entrevue à laquelle participaient : Les Jeunesses anarchistes-communistes, les Jeunesses socialistes S.F.I.O. (Fédération de la Seine), les Jeunesses socialistes révolutionnaires.

Le compte rendu de cette entrevue est publié dans *Revolution*. Nous eussions voulu, pour notre part que le texte de l'accord fut plus précis. Nous eussions voulu qu'il définit de la façon la plus nette notre attitude vis-à-vis de la guerre impérialiste ; nous pensons que seul le renversement du régime capitaliste, la révolution prolétarienne peut empêcher la guerre ; que pendant la guerre, comme pendant la paix, notre mot d'ordre est celui de la lutte contre notre propre bourgeoisie, pour l'affaiblir et pour la renverser. Nos mots d'ordre sont : « Transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ; défautisme révolutionnaire ». Nous pensons également qu'il ne suffit pas de dire que la lutte contre les deux ans est liée à la lutte contre le militarisme, mais qu'il faut préconiser ouvertement les comités de soldats qui doivent s'opposer à l'« ordre » bourgeois dans l'armée, et à l'armée comme dans la rue où à l'usine le saper et le renverser pour y substituer l'ordre des soviets d'ouvriers, paysans et soldats. Nous pensons surtout que même s'il ne s'agit pour nos camarades des J. S. que de prendre des garanties formelles vis-à-vis de la direction du parti, ils ne peuvent échapper à cette redoutable responsabilité que leur parti, leur organisation est non seulement solidaire de la politique de Daladier, mais que cette politique est la suite logique du discours de Delbos à la Chambre et de Blum à Genève. On ne peut pas à la fois crier : « Vive Blum » et « A bas les deux ans ». Beaucoup de camarades des J. S. commencent à le comprendre.

A notre invitation, les Jeunesses Communistes ont répondu par le plus profond silence. Il ne s'agit pas là d'un hasard. A la conférence nationale du Parti communiste, Nichaut dans son intervention n'a pas prononcé une parole contre les deux ans ; cependant, il a parlé de l'augmentation du prêt et de l'amélioration de l'ordinaire, de la démocratisation et de la modernisation de l'armée, comme s'il s'agissait de rendre mieux bourgeoise plus attrayante pour les jeunes ouvriers. Les bureaucrates du rayon des J. C. refusent le front unique sous prétexte que c'est une question qui n'intéresse pas la Jeunesse Communiste.

Et pourtant des centaines de jeunes communistes continuent à s'écarter avec vigueur contre les deux ans. Ils veulent rester de jeunes révolutionnaires fidèles à l'enseignement de Liebknecht, fidèles à la tradition de lutte antimilitariste des organisations révolutionnaires de la jeunesse. A ces jeunes travailleurs nous adressons : nationalement, régionalement et localement nous nous sommes adressés à la Jeunesse communiste, pour mener la lutte en commun contre les deux ans.

Exigez partout que cette action commencée soit réitérée, vous verrez alors que, seules les J. S. R. sont fidèles à la tradition antimilitariste de la Jeunesse et vous viendrez lutter dans ses rangs pour valoir la véritable organisation révolutionnaire de masse de la jeunesse de ce pays.

Exigez partout que cette action commencée soit réitérée, vous verrez alors que, seules les J. S. R. sont fidèles à la tradition antimilitariste de la Jeunesse et vous viendrez lutter dans ses rangs pour valoir la véritable organisation révolutionnaire de masse de la jeunesse de ce pays.

Exigez partout que cette action commencée soit réitérée, vous verrez alors que, seules les J. S. R. sont fidèles à la tradition antimilitariste de la Jeunesse et vous viendrez lutter dans ses rangs pour valoir la véritable organisation révolutionnaire de masse de la jeunesse de ce pays.

Exigez partout que cette action commencée soit réitérée, vous verrez alors que, seules les J. S. R. sont fidèles à la tradition antimilitariste de la Jeunesse et vous viendrez lutter dans ses rangs pour valoir la véritable organisation révolutionnaire de masse de la jeunesse de ce pays.

Chez les soldats

C'est avec joie que les soldats saluent la formation d'un parti ouvrier qui rassemble tous les révolutionnaires sympathisants à la IV^e Internationale. Nous espérons qu'il mènera, en suivant l'exemple des camarades russes d'octobre 1917, le prolétariat français vers la victoire.

Nous saluons aussi le mouvement gréviste et nous disons aux ouvriers et paysans en lutte de ne pas oublier dans leurs revendications celles de leurs frères soldats, qu'ils réclament dans chaque réunion syndicale ou de parti : la suppression des deux ans et le retour à la loi d'un an.

Qu'ils inscrivent sur chaque mur : « A bas les 2 ans ». Qu'ils établissent des listes de pétitions contre les deux ans.

Les soldats demandent que l'on ouvre les portes des bagnes militaires, des « bat' d'af » et des prisons régimentaires où souffrent toute une jeunesse, dont leur seule crime est d'avoir réclamé le droit à la vie.

Ils demandent de vastes enquêtes ouvrières dans les casernes. L'arrestation des bourreaux. La liberté de pensée, de lire les journaux ouvriers, y compris *La Lutte O.* et *la Patrie Humaine*. La formation de conseils de soldats et leur reconnaissance par l'Etat-major. La suppression de manœuvres et revues militaires qui ne servent qu'à exciter le chauvinisme.

Que le nouveau parti se mette à l'œuvre pour défendre les soldats.

Et nous erions plus que jamais : Unité pour la prise du pouvoir entre les soldats et les ouvriers et paysans.

Suite de la première page

Que veulent les classes moyennes ?

Cependant les soi-disant classes moyennes, non pas leurs sommets, bien entendu, mais leurs couches inférieures, qui sentent l'impasse à chaque pas, ne craignent nullement les décisions hardies, au contraire, les réclament, comme une délivrance du nœud coulant qui les étirent. « N'attendez pas des miracles de nous ! » répètent les pédants qui se trouvent au pouvoir. Mais précisément sans « miracle », c'est-à-dire sans décisions héroïques, sans une complète révolution dans les rapports de propriété, — sans concentration du système bancaire, des branches fondamentales de l'industrie et du commerce extérieur dans les mains de l'Etat, — il n'y a pas de salut pour la petite bourgeoisie de la ville et de la campagne. Si les « classes moyennes », au nom desquelles s'est précisément édifié le Front populaire, ne trouvent pas de hardiesse à gauche, elles iront en chercher à droite. La petite bourgeoisie tremble de fièvre et elle se précipite éperdument d'un côté sur l'autre. Entre temps le grand capital stimulera à coup sûr ce tournant, qui doit marquer le début du fascisme en France, non seulement comme organisation semi-militaire des fils de famille, avec automobiles et avions, mais aussi comme véritable mouvement de masses.

Les syndicats de France, qui à la veille de la grève ne comptaient même pas un million de membres, approchent maintenant de quatre millions. Cet afflux massif inouï montre quels sentiments animent les masses ouvrières. Il ne peut même pas être question de permettre que sans combat on fasse retomber sur eux les frais de leurs propres conquêtes. Ministres et chefs officiels exhortent inlassablement les ouvriers à se tenir tranquilles et à ne pas empêcher le gouvernement de travailler à résoudre les problèmes. Mais puisque le gouvernement, par le fond même des choses, ne peut résoudre aucun problème, puisque les concessions de juin furent obtenues grâce à la grève, et non par une attitude patiente, puisque chaque jour nouveau dévoilera l'inconsistance du gouvernement devant la contre-offensive grandissante du capital, les exhortations monotones perdront très rapidement leur force de persuasion. La logique de la situation, qui découle de la victoire de juin, plus exactement, du caractère semi-fini de cette victoire, forcera les ouvriers à répondre à l'appel, c'est-à-dire à

La période de contrepulsion et les paroles de Salengro

Les ouvriers ont exercé en juin une grandiose pression sur les clas-

LÉON TROTSKY La nouvelle étape

entrer de nouveau dans la lutte. Dans l'effroi devant cette perspective le gouvernement se déplace à droite. Sous la pression immédiate des alliés radicaux, mais, en fin de compte, sur l'exigence des « 200 familles », le ministre socialiste de l'Intérieur a déclaré au Sénat que les occupations par les grévistes d'usines, de magasins et de fermes ne seraient plus tolérées. Un avertissement de ce genre, assurément, n'arrêtera pas la lutte ; mais il est capable de lui donner un caractère incomparablement plus décisif et plus aigu.

Une analyse absolument objective, partant des faits, et non des désirs, conduit, ainsi, à la conclusion que des deux côtés se prépare un nouveau conflit social, qui doit se dérouler avec une inéluctabilité presque mécanique.

La nature du prochain conflit social

Il n'est pas difficile de déterminer en général dès maintenant la nature de ce conflit. Dans toutes les périodes révolutionnaires de l'histoire on peut trouver deux étapes consécutives, étroitement liées l'une à l'autre ; il y a d'abord un mouvement spontané des masses, qui prend l'adversaire à l'improviste et lui arrache de sérieuses concessions, au moins, des promesses ; après quoi la classe do-

minante, sentant les bases de sa domination menacées, prépare la revanche. Les masses semi-victorieuses manifestent de l'impatience. Les chefs traditionnels de « gauche », pris par le mouvement à l'improviste, tout comme les adversaires, espèrent sauver la situation à l'aide de l'éloquence opportuniste et, en fin de compte, perdent leur influence. Les masses entrent dans la nouvelle lutte presque sans direction, sans programme clair et sans compréhension des difficultés prochaines. Ainsi le conflit, s'élevant inévitablement de la première demi-victoire des masses, a conduit souvent à leur défaite ou à leur demi-défaite. Il n'est guère probable que dans l'histoire des révolutions on puisse trouver une exception à cette règle. La différence, pourtant, — et elle n'est pas mince, — est dans le fait que dans certains cas la défaite a pris le caractère d'un écrasement : telles furent, par exemple, les journées de juin 1848, en France, qui marquèrent la fin de la révolution ; dans d'autres cas la demi-défaite fut seulement une étape vers la victoire ; c'est le rôle que joue, par exemple, la défaite des ouvriers et des soldats pétersbourgeois en juillet 1917. Évidemment la défaite de juillet accéléra la marche des bolcheviks, qui non seulement avaient su apprécier justement la situation, sans illusions et sans tard, mais ne s'étaient pas eux-mêmes détachés des masses dans les journées les plus dif-

ficiles d'insuccès, de victimes et de persécutions.

L'alternative

Qui, la presse conservatrice analyse minutieusement la situation. Le capital financier et ses organes politiques et militaires auxiliaires préparent la revanche avec un froid calcul. Dans les sommets du Front populaire il n'y a rien d'autre que l'effarement et la lutte interne. Les journaux de gauche font des sermons. Les chefs se gargarisent de phrases. Les ministres s'efforcent de montrer à la bourse qu'ils sont prêts pour diriger l'Etat. Tout cela signifie que le prolétariat entrera dans le prochain conflit non seulement dans la direction de ses organisations traditionnelles, comme en juin, mais aussi contre elles. Cependant il n'y a pas encore de nouvelle direction reconnue de tous. Dans de telles conditions il est difficile de compter sur une victoire immédiate. La tentative d'aller de l'avant conduira bientôt à l'Internationale ; journées de juin 1848 ou journées de juillet 1917 ? Autrement dit : écrasement pour de longues années, avec l'inévitable triomphe de la réaction fasciste, ou bien seulement une sévère leçon de stratégie, en résultat de quoi la cause ouvrière sera incomparablement plus mûre, renouvellera sa direction et préparera les conditions de la victoire future.

La tâche du moment

Le prolétariat français n'est pas un novice. Il a écriture lui le plus grand nombre dans l'histoire de batailles historiques. Certes, il faut à la nouvelle génération apprendre à

chaque pas de sa propre expérience, — mais non pas depuis le début ni dans l'ensemble, mais pour ainsi dire suivant un cours abrégé. Une grande tradition yil dans les os et aide à choisir le chemin. Déjà en juin les chefs anonymes de la classe en éveil avec un magnifique tact révolutionnaire ont trouvé les méthodes et les formes de la lutte. Le travail moléculaire de la conscience de la masse actuellement ne s'arrête pas une heure. Tout cela permet de compter que non seulement la nouvelle couche de chefs restera fidèle à la masse aux jours de l'inévitable et, vraisemblablement, assez proche nouveau conflit, mais aussi saura retirer du combat sans écrasement l'armée insoucamment préparée.

Il n'est pas vrai que les révolutionnaires de France soient intéressés à ce que le conflit soit acculé à ce qu'il soit provoqué « artificiellement » ; ne peuvent penser ainsi que les cercueils obus de policiers. Les révolutionnaires marxistes voient leur devoir en ceci : regarder clairement en face la réalité et nommer chaque chose par son nom. Tirer à temps de la situation objective la perspective de la seconde étape, évaluer les ouvriers avancés à ne pas être pris à l'improviste et à apporter la plus grande clarté possible dans la conscience des masses en lutte. C'est en cela précisément que consiste actuellement la véritable tâche d'une sérieuse direction politique.

Le 9 juin 1936. L. TROTSKY.